

ET SI SE NOURRIR ÉTAIT UN DROIT?

Mémoire présenté par le
Comité d'action et de réflexion sur
l'autonomie alimentaire
du Carrefour alimentaire Centre-Sud et
appuyé par l'ensemble de l'organisme

Dans le cadre de la consultation publique
contre le gaspillage alimentaire

Janvier 2021

Carrefour
ALIMENTAIRE
centre-sud

Tables des matières

Mise en contexte	- 1 -
Insécurité alimentaire.....	- 0 -
Les banques alimentaires, une solution temporaire.....	3
Le rôle des banques alimentaires.....	4
Piste de solution pour améliorer la sécurité alimentaire	5
Gaspillage alimentaire.....	6
Réduire à la source	6
Sensibilisation	7
Étiquetage.....	7
Emballage.	7
D'autres pistes à explorer	8
Conclusion	8
Références	10

MISE EN CONTEXTE

Le Carrefour alimentaire Centre-Sud (CACS) est un organisme communautaire dont la mission est de favoriser l'accès à une saine alimentation pour tous et toutes. La mission et les valeurs de l'organisme sont reflétées dans l'ensemble des programmes et services du CACS, que ce soit dans les jardins collectifs, les marchés solidaires ou les cuisines collectives. L'un des programmes qui est au centre des orientations de l'organisme se nomme **Récoltes solidaires**. Des pairs aidants et paires aidantes qui vivent ou qui ont déjà vécus de l'insécurité alimentaire mobilisent d'autres personnes par le biais des banques alimentaires et les accompagnent vers nos ressources complémentaires ou alternatives. Récoltes solidaires mis sur pied le Comité d'action et de réflexion pour l'autonomie alimentaire (CARAA) dans le but de donner l'opportunité aux résidents du Centre-Sud qui se sentent interpellés par les enjeux de sécurité alimentaire d'avoir un lieu pour s'exprimer et surtout d'avoir un pouvoir d'agir pour changer la situation à notre échelle.

Depuis plus de deux ans, les membres du CARAA ont entrepris une réflexion en profondeur sur le droit à l'alimentation et sur les banques alimentaires. Ensemble, nous avons visité et rencontré les dirigeants des organismes qui ont des modèles de distribution alimentaire différents, dans le but de comprendre les défis, la vision et ouvrir nos horizons. Nous avons également visité Moisson Montréal afin de comprendre le circuit des dons alimentaires. Nous avons lu des rapports et visionné des documentaires pour alimenter notre réflexion. Une préoccupation importante du comité est la piètre qualité de l'offre alimentaire qui se trouve dans les paniers alimentaires. Dans le même élan, nous nous sommes intéressés à la question du gaspillage alimentaire. Nous avons creusé la question pour déterminer selon nous quelles en étaient les causes, les solutions, mais surtout quel lien était fait entre l'insécurité alimentaire et le gaspillage alimentaire. La conclusion pour le CARAA est claire, les banques alimentaires ne sont pas la réponse à l'insécurité alimentaire parce que ce n'est pas un problème de manque d'aliments, mais un manque d'accès économique à des aliments sains.

Le présent mémoire est donc une partie de la compilation et des réflexions qui ont été faites au sein du comité, dans le but d'encourager la dissociation du discours du gaspillage alimentaire de celui de la sécurité alimentaire et d'éclaircir les dangers de cette association.

Insécurité alimentaire

D'abord, rappelons que le droit à l'alimentation est réalisé « lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, ont physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer ». (Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 1999)⁴. Bien que le Canada se soit engagé à l'international notamment en signant le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, la *Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes* et la *Convention relative aux droits de l'enfant*, le gouvernement n'a rien mis en œuvre pour légiférer le droit à l'alimentation.

On parle d'insécurité alimentaire lorsqu'une personne a un accès inadéquat ou précaire à de la nourriture en quantité et en qualité suffisante et culturellement acceptable, principalement en raison à un revenu insuffisant. Les facteurs de risques sont un revenu modeste et précaire ainsi que le montant des prestations d'aide sociale beaucoup trop bas, la hausse du coût de la vie, le prix des loyers trop élevés, la hausse du nombre de personnes vivant seules, le racisme systémique et le colonialisme. L'insécurité alimentaire est définie avec une échelle à 3 niveaux; marginale, modérée et grave.

Les conséquences et les impacts de l'insécurité alimentaire sont beaucoup plus problématiques que le seul concept de la « faim ». L'insécurité alimentaire a un impact sur la santé physique et mentale, est un obstacle à l'emploi, augmente l'isolement social, restreint la participation aux activités familiales et culturelles et à un réel impact sur l'estime de soi ce qui nuit à la capacité d'avoir une vision à long terme. Pour appuyer ces propos, voici

quelques témoignages des répondants à l'étude [Au-delà de la faim](#), réalisée par [Centre communautaire d'alimentation du Canada](#). (Au-delà de la faim, 2020)

«Se faire constamment du souci au sujet de la nourriture devient ton unique problème, et tu ne peux pas penser à avancer dans la vie. La faim dévore tout.»

«Je ne peux pas acheter de cadeaux de Noël ou d'anniversaire à mes petits-enfants, et cela me rend triste. Je n'assiste pas à leurs réjouissances parce que je me sens mal à l'aise.»

«J'ai honte de n'avoir rien à manger. Je ne sais pas comment dire aux membres de ma famille que je n'ai pas de nourriture ou que je tombe dans la dépression à cause de ça.»

L'insécurité alimentaire touche

10,5%

de la population du Canada avant la Covid-19

14,6%

de la population du Canada pendant la pandémie (Statistique Canada, 2020)

11,9%

de la population de Montréal (Tarasuk, 2019)

21,1%

de la population qui vit de l'insécurité alimentaire fréquente une banque alimentaire (Tarasuk, 2019)

Les banques alimentaires, une solution temporaire

L'équipe de recherche interdisciplinaire sur l'insécurité alimentaire au Canada, PROOF, a démontré par le biais d'une étude que **les banques alimentaires ne peuvent ni répondre ni pallier aux facteurs déterminants à la source de l'insécurité alimentaire**. Les banques alimentaires ne s'attaquent pas aux revenus insuffisants, aux conditions d'emplois précaires, à la rareté, voire l'inexistence de logements abordables et en adéquation avec le coût de la vie et à la variété de revenus au sein des ménages. Les banques alimentaires n'agissent pas sur la discrimination à l'emploi et au logement qui sont des facteurs clés qui nuisent à la sécurité alimentaire. (Tarasuk, 2019)³ Elles peuvent certes jouer un rôle de dernier recours, de façon ponctuelle et transitoire pour les individus et ménages vivant une période d'insécurité, mais elles ne peuvent être la solution à l'insécurité alimentaire. À cet effet, il est démontré qu'au cours des trente dernières années, les banques alimentaires n'ont pas permis de réduire le taux d'insécurité alimentaire à l'échelle du pays.

Malheureusement, les banques alimentaires contribuent au désengagement de l'État face à la sécurité du revenu de la population, tout en augmentant le culte des œuvres caritatives au détriment de la dignité des gens (Dufresne, 2018). Les banques alimentaires agissent donc comme un pansement à une problématique beaucoup plus complexe de notre société: la pauvreté. En plus de ne pas enrayer le problème à la source, l'aide alimentaire comporte plusieurs barrières. En effet, seule une personne sur cinq (21,1%) qui vit de l'insécurité alimentaire fréquente une banque alimentaire. Les freins sont nombreux. D'abord, il est démontré que les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire vont préférer demander de l'argent à un proche ou même s'endetter avant d'avoir recours à de l'aide alimentaire. Le sentiment de honte et d'échec, les heures d'ouverture et la mauvaise qualité des aliments sont quelques-unes des raisons. (Tarasuk, 2019) Ajoutons à cela le processus de stigmatisation qui est accentué par le fait de devoir fournir des informations personnelles souvent exigées pour avoir accès à de la nourriture d'urgence. Voici quelques témoignages de nos membres qui illustrent ces constats.



Le rôle des banques alimentaires

Principalement par manque de financement, les banques alimentaires dépendent largement des dons des entreprises et d'une économie de gaspillage alimentaire à l'échelle industrielle. Cela nous amène à nous demander quelle mission on donne aux banques alimentaires. Est-ce que ce sont des sites de redistribution des surplus alimentaires ou des sites pour nourrir sainement les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire ? En effet, le rôle que jouent les banques alimentaires dans la récupération des surplus d'aliments nous pousse à réfléchir sur l'accessibilité et l'acceptabilité des banques alimentaires. Le modèle caritatif de plusieurs banques alimentaires tolère et perpétue des façons dépassées et stigmatisantes de servir les personnes en situation de vulnérabilité. Notre grande considération pour les personnes à faible revenu nous pousse également à réfléchir autrement sur les services et l'aide qui sont mis en place pour les soutenir. D'ailleurs, le CARAA a réalisé une démarche de réflexion sur le modèle idéal des banques alimentaires et d'autres ressources qui mettent la dignité humaine à l'avant-plan. Nous sommes donc d'avis que la population vivant de l'insécurité alimentaire qui fréquente une banque alimentaire mérite d'avoir accès à une alimentation saine, et ce, en toute dignité. Ceci implique que ces personnes ont droit à une nourriture saine, variée et qui correspond à leurs besoins, et non seulement à des surplus alimentaires. Les milieux devraient être accueillants et l'on ne devrait pas exiger de pièces justificatives pour avoir accès à de l'aide alimentaire. Tel que l'explique un participant du CARAA, les banques alimentaires répondent ponctuellement à un problème systémique. Leur travail permet de mettre des aliments sur la table de plusieurs personnes ayant un besoin immédiat, mais il n'a pas d'impact à long terme sur la sécurité alimentaire, c'est comme essayer de remplir une chaudière percée.

Sauver les aliments du gaspillage alimentaire en réduisant l'insécurité alimentaire peut sembler le moyen idéal pour "faire d'une pierre deux coups". Cependant, en plus des raisons énumérées précédemment, cela revient à remettre le fardeau sur les organismes communautaires. L'équipe de chercheurs PROOF indique également **que ces solutions sont tout à fait inefficaces, car cela demande entre autres des investissements majeurs afin de permettre la mise en place d'infrastructures pour que les banques alimentaires puissent recevoir les invendus et les redistribuer.** En outre, cela n'incite pas de réduire le gaspillage en amont et à repenser nos cycles de production. (Tarasuk, 2019)

En d'autres mots, dans son ensemble, le don de nourriture, via les banques alimentaires, qui distribuent déjà les invendus des épiceries et commerces, ne règle pas le problème de l'insécurité alimentaire ni celui de la surproduction qui est en partie responsable du gaspillage. Les banques alimentaires ne modifient pas la capacité des ménages à se sortir de l'insécurité alimentaire de façon pérenne.

Piste de solution pour améliorer la sécurité alimentaire

Divers moyens pourraient être envisagés pour enrayer l'insécurité alimentaire, entre autres par le soutien au revenu et l'accès au logement. D'ailleurs, « la mesure structurante de soutien au revenu est reconnue comme la plus importante mesure pour réduire l'insécurité alimentaire de façon durable au Canada » (INSPQ, 2020, citant Tarasuk, V)⁶. Des projets pilotes à Toronto et au Labrador, entre autres, ont permis de mettre en évidence le lien entre la sécurité alimentaire et le revenu. En plus de l'augmentation considérable des prestations d'aide sociale, on peut penser au revenu minimum garanti, à l'augmentation du salaire minimum et à améliorer l'accès au programme d'assurance-emploi.

À l'échelle de la Ville, c'est au niveau du logement, de l'aménagement des infrastructures et aux renforcements des programmes communautaires que les pistes de solutions sont les plus grandes. Il faut, d'une part, favoriser la construction de nouveaux logements sociaux et coopératives d'habitation, mais aussi poursuivre des aides diverses pour l'accès au logement et à la propriété. Il est également essentiel d'implanter des lois et règlements afin de mieux encadrer les rénovictions qui ont de très grands impacts sur les ménages à faible revenu. Il est important aussi de suivre le prix de tous les loyers, en implantant, par exemple, un registre du prix des loyers, ainsi que des lois pour contrer la spéculation immobilière (ex. taxes pour les investisseurs étrangers en C-B).

Des investissements et du support afin de bâtir des systèmes alimentaires locaux, résilients, sains et durables sont aussi des pistes fort intéressantes, qui pourraient se déployer dans plusieurs quartiers, sous le modèle des quartiers nourriciers. Ce type de modèle pourrait non seulement faciliter l'accès à des aliments sains et abordables, mais également favoriser la création de collectivités plus solidaires, tout en limitant le gaspillage alimentaire à la source, notamment en limitant les étapes de distribution et en réduisant les impacts environnementaux reliés à la production de masse. De plus, ces modèles peuvent créer de l'emploi, tout en permettant la transformation des invendus, mais vendus ou distribués de façon équitable au sein de toute la population. Cela implique certaines infrastructures comme des serres, des espaces pour cultiver et des cuisines pour transformer.

Des projets novateurs, comme la [Carte proximité](#) où les gens ont accès à des aliments frais provenant de ces circuits courts, sont des avenues intéressantes pour donner un plus grand

pouvoir d'achat aux personnes vivant l'insécurité alimentaire tout en respectant la dignité humaine.

Gaspillage alimentaire

De prime abord, le gaspillage alimentaire ne devrait pas être distingué des autres formes de gaspillage et du phénomène de surconsommation qui a de graves conséquences sur l'environnement. À titre de comité citoyen, il nous apparaît donc important d'accorder toute l'attention et l'énergie nécessaire pour enrayer cette problématique dont l'impact environnemental est important. Une étude de recherche menée par le Conseil National Zéro Déchet (CNZD) en collaboration notamment avec Recyc-Québec rapporte que des 11,2 tonnes métriques de perte et gaspillage alimentaire qui sont encore comestibles sont équivalentes à l'émission de 22,2 millions de tonnes métriques de CO₂, et ce, seulement au Canada. (CNZD, 2019) Les pertes et le gaspillage alimentaire sont une problématique mondiale qui entre autres a été étudiée par la Commission EAT-Lancet sur l'alimentation, la planète et la santé. Ce groupe de 37 scientifiques de renommée internationale s'est regroupé pour répondre à la question s'il était possible dans le futur de nourrir sainement 10 millions de personnes, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre;

« Il est essentiel de réduire considérablement les pertes alimentaires dans la production et les déchets alimentaires dans la consommation pour que le système alimentaire mondial reste dans un espace d'activité sûr. Des solutions technologiques appliquées tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire jointes à la mise en œuvre de politiques publiques sont nécessaires pour parvenir à une réduction globale de 50% des pertes et de gaspillage alimentaires, conformément aux objectifs du développement durable (ODD). Les actions recommandées comprennent une amélioration des infrastructures après récolte, du transport, de la transformation et de l'emballage de produits alimentaires, une collaboration accrue tout au long de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de former et équiper les producteurs et d'éduquer les consommateurs. » (EAT-Lancet, 2019)

Le gaspillage alimentaire est largement documenté et des experts sont mieux outillés que nous pour donner des recommandations. Toutefois, certaines pistes de solution ont retenu notre attention et il nous apparaît important d'en privilégier quelques-unes.

Réduire à la source

Pour le comité, il est inconcevable de jeter autant de nourriture chaque année parce que le gaspillage alimentaire a des impacts environnementaux catastrophiques. Parmi les lectures que

nous avons consultées, il nous apparaît évident que la clé pour éliminer le gaspillage alimentaire est la réduction, et ce, à chaque étape de la chaîne alimentaire. En ce sens, le CARAA appuie toutes les recommandations du Conseil national zéro déchet (CNZD) qui traitent la prévention dans le document [Une stratégie de lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire au Canada](#). Parmi les 6 recommandations dans cette catégorie, 3 sont à prioriser: la sensibilisation, l'étiquetage et l'emballage. (CNZD, 2018)

Sensibilisation

Premièrement, il est important que la population change ses perceptions et ses habitudes de consommation à la recherche des aliments parfaits. Des aliments comestibles et tout à fait délicieux sont tout simplement jetés à l'étape de la transformation parce qu'ils ne rencontrent pas les standards de marketings qui sont tellement élevés. Les gens recherchent des fruits et légumes parfaits, ce qui fait en sorte que ceux qui ne correspondent pas aux critères sont rejetés. D'un autre côté, donner les aliments qui ne sont pas "acceptables" pour les consommateurs, aux personnes qui n'ont pas les moyens financiers de se procurer des aliments jugés de qualité, amène un enjeu éthique. Les banques alimentaires ne doivent pas devenir les poubelles des riches. En promouvant les fruits et légumes qui correspondent à la réalité de la terre à l'assiette à l'ensemble de la population, on est capable d'enlever le stigmate et de responsabiliser tout le monde

**« Les gens achètent des jeans troués, mais veulent des pommes parfaites. »
(Participant du CARAA)**

Les marchés de proximité qui contribuent à l'approvisionnement en circuits courts et les programmes d'agriculture urbaine qui participent à sensibiliser la population sur la production alimentaire, favorisent à ce que les consommateurs et consommatrices soient plus près de leur alimentation. Promouvoir la campagne [J'aime manger pas gaspiller](#) permettrait également de sensibiliser la population sur les habitudes de consommation et sur la conservation des aliments.

Étiquetage

L'autre recommandation qui a retenu notre attention est l'amélioration du système d'étiquetage. Pour les membres du CARAA, lire et comprendre les étiquettes est un enjeu important. En effet, les étiquettes devraient être plus faciles à lire, visibles et uniformes pour éviter les confusions. Plusieurs membres du CARAA ont été témoins de gaspillage en raison de la mauvaise compréhension du terme « meilleur avant » qui est interprété par « plus bon après »

Emballage.

Finalement, les membres s'entendent pour dire que l'emballage est un élément clé dans la lutte pour le gaspillage alimentaire. Le suremballage devrait être tenu en compte dans le gaspillage alimentaire. De plus, le choix de l'emballage devrait avant tout favoriser la conservation de l'aliment. À ce propos, le sommaire de recherche [Moins de perte et de gaspillage alimentaire, moins de déchets d'emballage](#) est un outil très pertinent à utiliser pour réduire les pertes et le

gaspillage alimentaire. Nous recommandons fortement à la commission d'analyser ces documents et de les prendre en considération.

En réflexion sur le vrac et les emballages réutilisables, un participant CARAA note : "On devient forcément plus conscient de la quantité des aliments consommés quand on doit gérer leur emballage."

D'autres pistes à explorer

Encourager et soutenir les entreprises et OBNL à transformer les invendus en repas sains, appétissants et dignes, afin que ces derniers soient ensuite offerts (vendus ou donnés) à l'ensemble de la population et non seulement redistribués aux individus en situation de précarité.

Créer des centres de distribution pour les aliments de seconde catégorie afin que toute la population ait accès à ces aliments qui sont encore comestibles.

Mettre en place des lois et règlements pour que les ICI (Industrie, Commerce et Institution) réduisent leur gaspillage en priorité et qu'il soit interdit de rendre non comestible des aliments encore bons (par exemple en les aspergeant d'eau de javel).

Mettre en valeur les aliments locaux et en circuit court autant que possible, par exemple, en créant des canaux de communication entre les fermes et les organismes communautaires pour que ces derniers puissent profiter des surplus de légumes de bonne qualité et pour lesquels il manque de marché.

Mettre en place des incitatifs positifs pour encourager les commerçants à réduire leur déchet alimentaire

Conclusion

Le gaspillage est le fait de rejeter ou de laisser se détériorer consciemment de la nourriture qui est comestible et de bonne qualité à la consommation humaine. Alors que l'insécurité alimentaire est une situation où les gens n'ont pas accès à de la nourriture saine principalement en raison de leur manque de pouvoir d'achat. Le don de surplus alimentaires ne permet pas de réduire le gaspillage alimentaire à la source ni de lutter contre l'insécurité alimentaire.

- Cela contribue à déresponsabiliser l'entreprise face au gaspillage en leur permettant de simplement acheminer leurs surplus à des organismes communautaires. Cela contribue à une mauvaise gestion des aliments et des ressources ce qui est néfaste pour l'environnement, en plus d'encourager une approche problématique à l'insécurité alimentaire. Il faudrait plutôt inciter les ICI à changer leurs façons de faire.

- Donner de la nourriture gratuite aux gens sans qu'ils aient une augmentation de leur revenu diminue leur estime de soi et les laisse toujours sous le seuil de la pauvreté.
- L'insécurité alimentaire est un problème de société : ce n'est pas en donnant la nourriture destinée au gaspillage via les banques alimentaires que ce sera réglé. C'est seulement mettre un pansement sur une blessure.
- Les défis de l'insécurité alimentaire et du gaspillage alimentaire ne sont pas intrinsèquement liés, et en forçant ce lien dans nos discours, nous nuisons à la possibilité de créer des véritables solutions à ces deux problèmes distincts. Si l'on a vraiment besoin de lier les deux sujets, il faudrait plutôt étudier le rôle que jouent les pertes et le gaspillage alimentaire dans la surexploitation des terres agricoles, ce qui met en péril la sécurité alimentaire dans sa globalité.

Le rôle des banques alimentaires devrait être d'assurer une aide alimentaire saine et développer des stratégies durables dans la lutte contre la pauvreté. Leurs missions ne sont pas de distribuer les surplus alimentaires, contribuant à la fois au désengagement de l'État et à la déresponsabilisation des ICI. En outre, si les banques alimentaires jouent le rôle de récupération d'aliments, pourquoi alors ne pas les ouvrir à toute la population? Pourquoi est-ce que tout le monde n'aurait pas accès à des commerces où l'on vend des aliments sur le point d'être périmés, déclassés, ou qui ne correspondent pas aux normes de l'industrie? Lors de la présentation de la consultation publique, Madame Catherine Clément Talbot a demandé pourquoi elle n'était pas gênée d'aller dans une friperie, mais qu'elle n'oserait pas, aller dans une banque alimentaire. Pourquoi stigmatiser la population qui vit dans des situations de précarité? Une piste de solution serait de démocratiser les invendus afin que tout le monde puisse y avoir accès.

Finalement, nous sommes entièrement favorables à la mise en place d'une stratégie pour lutter contre le gaspillage alimentaire parce que c'est désastreux d'utiliser autant de ressources pour produire des aliments, incluant ceux de provenance animale, qui finissent à la poubelle. Toutefois, nous sommes d'avis que les mesures prioritaires dans cette lutte doivent miser sur la réduction à la source et se concentrer sur la vraie nature du problème, sans le lier de manière problématique à des questions complexes de sécurité alimentaire qui méritent leur propre et juste considération.

Références

Statistique Canada. 2020. L'insécurité alimentaire pendant la pandémie de COVID-19, mai 2020. Accessible au <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2020001/article/00039-fra.htm?wbdisable=true>

Tarasuk V, Mitchell A. (2020) Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2017-18. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Consulté au <https://proof.utoronto.ca/>

Tarasuk, V., Fafard St-Germain A. et Loopstra, R. 2019. The Relationship Between Food Banks and Food Insecurity: Insights from Canada. VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, doi : 10.1007/s11266-019-00092-w.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 12 : Le droit à une nourriture suffisante (Article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), 1999 au para 6.

Dufresne J., article paru dans la Presse, Les banques alimentaires masquent l'inaction gouvernementale. 9 décembre 2018 https://plus.lapresse.ca/screens/e65fa685-c15e-4312-80aa-5coec80b7ffe_7C_o.html

INSPQ, Mesure de mitigation des effets de la pandémie sur l'insécurité alimentaire. 2020, <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3074-mitigation-insecurite-alimentaire-covid19.pdf>

Conseil national zéro déchet, Moins de pertes et de gaspillage alimentaire, moins de déchets d'emballage, 2019 <http://www.nzwc.ca/Documents/FLWpackagingReport-FR.pdf>

EAT-Lancet, Rapport de synthèse de la commission EAT-Lancet. Une alimentation saine issue de production durable (2019) https://eatforum.org/content/uploads/2019/07/EAT-Lancet_Commission_Summary_Report_French.pdf

Conseil national zéro déchet, [*Une stratégie de lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire au Canada*](#). 2018